



Pro-ARIDES

Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée
et le Développement Economique du Sahel

Rapport de Recherche-Action

Projet pilote
Avril 2024

Systemes alimentaires des pasteurs

Auteur : Dieuwke KLAVER

Contributeurs : Samuel NEYA, Arahama TRAORE, Jean OUEDRAOGO,
Séraphine SAWADOGO/KABORE, Idrissa SOUMANA, Ramatou HASSANE,
Alpha KERGNA, Bourema KONE, Bandiougou DEMBELE, Arouna DISSA,
Bertus WENNINK, Pascal DEBONS



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK
Danida

SNV



WAGENINGEN
UNIVERSITY & RESEARCH



KIT
Royal
Tropical
Institute

**Table des matières**

1	Messages clés.....	3
2	Introduction	4
2.1	Les ménages pastoraux.....	4
2.2	Cadre d'analyse SAN.....	5
2.3	Sources d'information.....	6
3	Système Alimentaire et Nutritionnel des ménages pastoraux.....	7
3.1	Situation alimentaire et financière, résultat du système alimentaire et nutritionnel.....	7
3.2	Régime alimentaire	10
3.3	Comportement alimentaire.....	11
3.4	Sources d'approvisionnement	11
3.4.1	<i>Ménages rencontrés par les équipes de recherche au Burkina Faso et au Niger.....</i>	<i>11</i>
3.4.2	<i>Analyse de l'Economie de Ménage dans les zones de TAR Mali, DBP Niger, GPA Niger et TAS Niger.....</i>	<i>12</i>
3.5	Stratégies de moyens d'existence.....	13
3.5.1	<i>Ménages rencontrés par les équipes de recherche au Burkina Faso et au Niger.....</i>	<i>13</i>
3.5.2	<i>Analyse de l'Economie de Ménage dans les zones de TAR Mali, DBP Niger, GPA Niger et TAS Niger.....</i>	<i>14</i>
3.6	Facteurs affectant la résilience des ménages.....	16
3.6.1	<i>L'insécurité et la fermeture des frontières affecte la mobilité des troupeaux et l'accès aux marchés.....</i>	<i>16</i>
3.6.2	<i>Gestion des ressources naturelles – inclusion sociale des pasteurs.....</i>	<i>18</i>
3.6.3	<i>Aléas climatiques forçant les pasteurs à modifier leurs parcours de transhumance.....</i>	<i>19</i>
3.6.4	<i>Coûts de revient de la vente du bétail à la baisse.....</i>	<i>20</i>
3.6.5	<i>Accès limité aux services techniques, technologies de transformation et intrants.....</i>	<i>21</i>
3.6.6	<i>Les organisations pastorales sont à renforcer.....</i>	<i>21</i>
3.7	Un avenir résilient selon les pasteurs.....	21
4	Analyse du système alimentaire et nutritionnel	22
4.1	Qui sont les pasteurs ?.....	22
4.2	Deux résultats différents du SAN.....	22
4.3	Facteurs de fond.....	24
4.4	L'avenir des ménages pastoraux et la transhumance.....	25
5	Leviers de changement.....	26
6	Références.....	27
7	Annexe 1 - Note sur l'analyse de l'économie de ménages.....	29
8	Annexe 2 - L'insécurité alimentaire selon le Cadre Harmonisé.....	33



1 Messages clés

L'analyse du système alimentaire et nutritionnel (SAN) des ménages pastoraux montre qu'entre 40 et 59 % d'entre eux sont pauvres ou très pauvres. Ils ne peuvent pas vivre de leur propre production animale, mènent plusieurs activités génératrices de revenus pour manger et dépendent des dons. Leur régime alimentaire couvre à peine leurs besoins énergétiques mais est insuffisamment diversifié pour obtenir les nutriments nécessaires qui préviennent les carences et maladies, surtout en période de soudure.

Les ménages d'une richesse moyenne et les nantis ont un revenu 5 à 7 fois plus élevés de celui des très pauvres. Ils vivent de leur production animale et ont un régime alimentaire équilibré en termes de nutriments et de calories.

La source d'approvisionnement en nourriture la plus importante pour les 2 catégories est le marché. D'autres sources sont le paiement en nature pour le travail local ou ailleurs pour les ménages (très) pauvres et la production animale propre pour les ménages de richesse moyenne et nantis. En plus, tous font de la cueillette de produits forestiers non ligneux et de plantes spontanées. Les ménages très pauvres dépendent également des dons et de l'aide alimentaire.

Plusieurs facteurs et tendances affectent la résilience des ménages et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) : les facteurs de fond sont l'insécurité, une gestion peu durable et peu inclusive des ressources naturelles, et le coût de revient élevé du bétail vendu au marché. D'autres facteurs sont les aléas climatiques, l'accès restreint aux services vétérinaires et aux intrants, et la performance restreinte des organisations pastorales. Face à ces facteurs, des pasteurs commencent à diversifier leurs stratégies de moyens d'existence. Leur SAN future dépend surtout de 2 facteurs particuliers que sont la gestion des ressources naturelles et le marché.

De l'analyse du SAN ressort qu'une combinaison de plusieurs leviers sont à mettre en œuvre pour améliorer les résultats du système au profit des 2 catégories de pasteurs :

- Concilier les relations entre les pasteurs et les populations sédentaires et rétablir un contrat social qui soit bénéfique pour les 2 parties.
- Renforcer l'approche territoriale commune et transversale pour rétablir les pistes de bétail, les zones de pâturage et clarifier les questions foncières telles que la privatisation des ressources naturelles. Ceci nécessite la prise en compte explicite de la voix des pasteurs, en complément de celles des agropasteurs et agriculteurs, à travers les organisations pastorales. Leur participation à la prise de décision au sein des instances locales de gestion du territoire contribue à une gestion durable et inclusive des ressources naturelles. Le renforcement des administrations permet d'opérationnaliser les lois et les politiques en vigueur (légalité).
- Tenir compte de la capacité de charge (UGB) pour l'aménagement des zones communale à vocation pastorale. Elle assure le respect des bonnes pratiques de gestion durable et inclusive des pâturages et des pistes de bétail.
- Soutenir les pasteurs qui désirent introduire la transhumance partielle, par leur intégration aux filières laitières et d'embouche. Un accompagnement rapproché des pasteurs est demandé aux organisations pastorales, aux fournisseurs d'intrants et aux organismes de recherche. Une meilleure structuration des filières ouvre des possibilités de travail rémunéré et spécialisé pour les pasteurs (très) pauvres.



2 Introduction

2.1 Les ménages pastoraux

Pro-ARIDES vise à renforcer la résilience des communautés des agriculteurs, des agropasteurs et des pasteurs. L'analyse des Systèmes Alimentaires et Nutritionnels (SAN) et l'Analyse de l'Economie de Ménage (AEM) permet de contribuer à l'identification des stratégies d'intervention pertinentes de Pro-ARIDES.

Cette note décrit le système alimentaire et nutritionnel des ménages pastoraux qui se distinguent des ménages agropastoraux et agro éleveurs par leur identité culturelle, et par leur pratique de la transhumance, système d'élevage extensif impliquant des déplacements entre la zone sahélienne et la zone soudanienne. Cette transhumance peut concerner le déplacement de leurs propres troupeaux ou de troupeaux qui leur sont confiés.

Par ailleurs, se déplacent soit des ménages entiers accompagnés de tout le lignage, soit quelques membres du ménage qui gardent les troupeaux, tandis que d'autres restent sur place. Mis à part l'élevage extensif, les pasteurs exercent parfois d'autres activités économiques comme l'agriculture, l'artisanat, le commerce ou la transformation de produits laitiers (Jacquemot, 2023)¹.

D'habitude, les troupeaux en transhumance se déplacent du nord vers le sud en saison sèche (de janvier à mai), pour retourner au nord en saison pluvieuse, selon des routes préétablies liées aux zones de pâturage, aux points d'eau, aux marchés, aux réseaux sociaux, etc. Cette transhumance peut être transfrontalière et sur de longues distances (800 km), ou bien elle se limite à un pays ou une région. On estime que 70% à 90% du cheptel bovin et 30% à 40 % des ovins/caprins sont conduits selon ce système d'élevage dans les pays sahéliens (IRAM, 2013). De plus, 65 % de la viande bovine, 40 % de la viande des petits ruminants et 70 % du lait vendus sur les marchés seraient des produits issus de ce système extensif (OCDE), qui a prouvé être l'un des plus résilients en ce qui concerne la production animale au Sahel. La figure 1 présente les axes de transhumance en Afrique de l'Ouest.

Les pasteurs et les communautés sédentaires interagissent (traditionnellement) dans le cadre de relations mutuellement bénéfiques mais actuellement sous tension. Les pasteurs, reconnus comme des éleveurs professionnels, peuvent emmener les troupeaux des ménages sédentaires en transhumance avec les leurs. Par ailleurs, les pailles, tiges, fanes et autres feuilles issues de l'agriculture ou du maraîchage peuvent servir comme fourrage pour les troupeaux des ménages pastoraux, et le fumier des troupeaux utilisé sur les champs en jachère ou après récolte, contribue à l'augmentation de la fertilité des sols (Jacquemot, 2023).

Le Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro-ARIDES) est financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et la Coopération danoise. Il intervient au Mali, au Burkina Faso et au Niger. L'objectif global du programme est de contribuer à une résilience, une sécurité alimentaire et des revenus des ménages agricoles et agropastoraux accrus, grâce à des institutions et organisations décentralisées efficaces pour une prestation de services, une gestion des ressources naturelles et foncières et un développement économique global améliorés.

¹ Les peulhs représentent 16,2 % (3 millions de personnes) de la population malienne, 7,6 % de la population au Niger (21 million de personnes), et 6,3 % de la population burkinabè (1,2 million), auxquels s'ajoutent les Haussa, Touaregs etc.

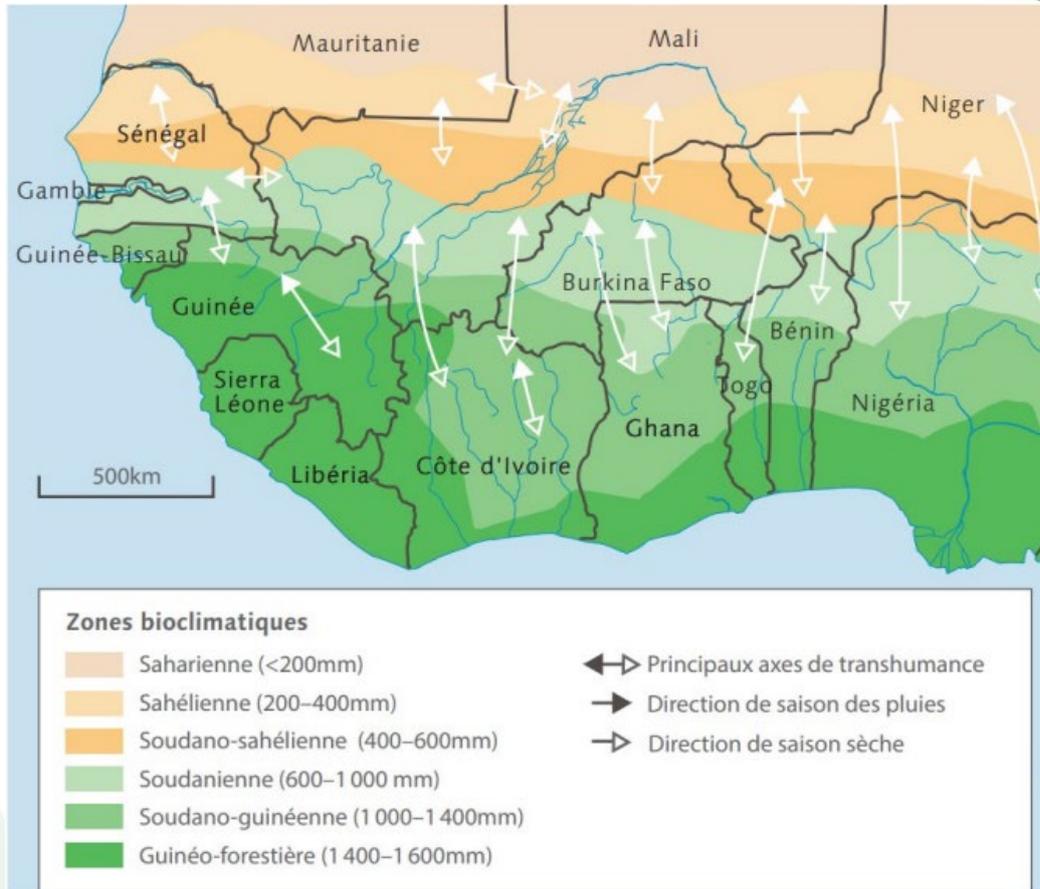


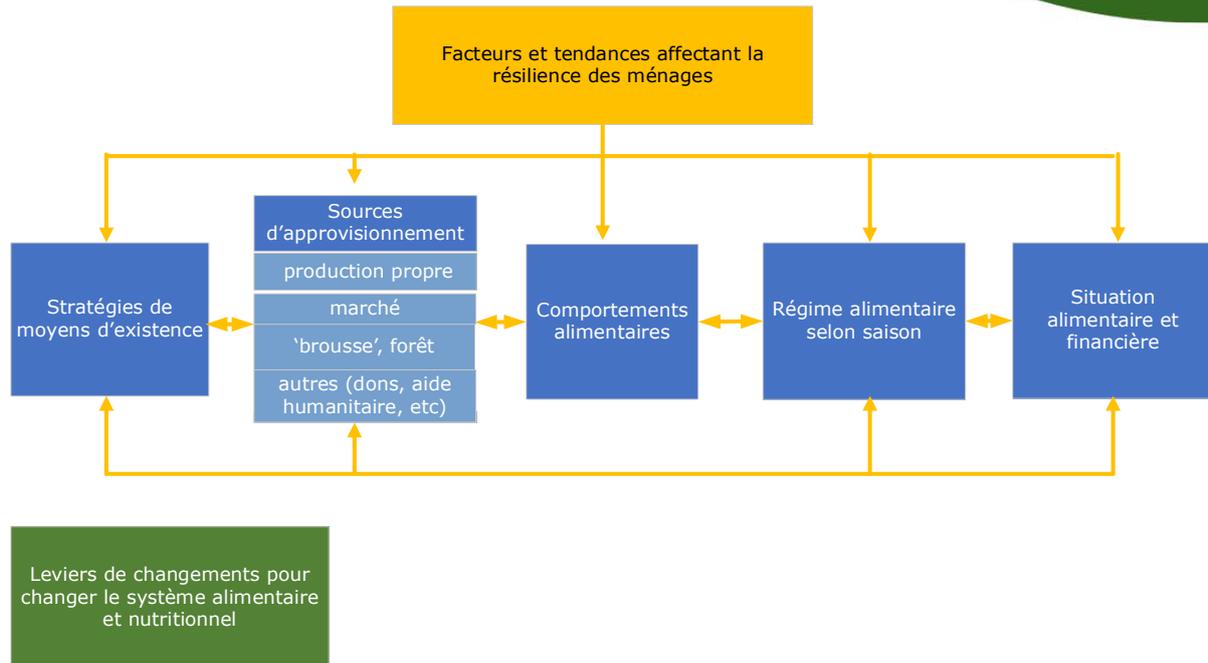
Figure 1: Axes de transhumance (Source : Alexis Gonin, dans Pellerin, 2021)

La forte dépendance des ménages pastoraux aux ressources naturelles qu'ils trouvent sur leur route les met de plus en plus en compétition avec d'autres acteurs en quête de ces ressources naturelles. Du fait de leur mode de vie souvent nomade, ils sont peu attachés aux territoires qu'ils traversent, et ont moins de possibilités de s'impliquer localement dans la gestion inclusive des ressources naturelles (Pellerin, 2021).

Avec la description du Système Alimentaire et Nutritionnel (SAN) des ménages pastoraux, cette note vise à informer le réseau Pro-ARIDES et ses partenaires sur le terrain au sujet des leviers de changement prometteurs qui peuvent contribuer à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des ménages concernés. La prise en compte de leur identité culturelle, de leur mode de vie nomade et de leurs moyens d'existence adaptés aux différentes zones bioclimatiques peut permettre au programme de mieux cibler ses interventions.

2.2 Cadre d'analyse SAN

La figure 2 présente le cadre d'analyse SAN tel qu'utilisé par les équipes de recherche. Les résultats de l'analyse SAN se traduisent entre autres par la situation de santé et la situation financière des ménages. Le régime alimentaire, le comportement alimentaire, les différentes sources d'approvisionnement en aliments ainsi que les stratégies de moyens d'existence sont des composantes à prendre en considération dans ce système. Les facteurs qui affectent la résilience du SAN sont les tendances à observer et l'analyse institutionnelle décrit les facteurs politiques et de gouvernance qui affectent le SAN.



Leviers de changements pour changer le système alimentaire et nutritionnel

Figure 2: Evolution de la sécurité alimentaire 2017-2023 dans la zone d'intervention du programme où des ménages pastoraux sont présents. En pourcentages de la population (Source : RPCA)

2.3 Sources d'information

Plusieurs sources d'information ont été consultées pour analyser le système alimentaire et nutritionnel des ménages pastoraux. Ces sources couvrent différentes zones bioclimatiques afin de tenir compte de la transhumance des troupeaux et ainsi de couvrir au mieux la zone d'intervention de Pro-ARIDES.

Certains couloirs de transhumance (figure 1) traversent la zone d'intervention de Pro-ARIDES tandis que d'autres sont confinés à l'intérieure de la zone d'intervention. Au Burkina Faso, on observe la présence des pasteurs principalement dans les provinces de Kossi, de Sourou, de Gnagna et de Gourma. Au Niger, on les trouve dans les départements de Konni, Madaoua, Malbaza, Tibiri, Kollo et Torodo. Enfin, on les trouve au Mali dans le cercle de Koro et celui de Bankass (Pellerin, 2021).

Les équipes de recherche de l'INERA, de l'IER, et de l'INRAN et LARDES ont effectué des travaux de terrain pour l'analyse SAN. Elles ont rencontré des ménages pastoraux dans les provinces de Passoré au Burkina, et dans les départements de Tibiri et de Madaoua au Niger. Les ménages pastoraux rencontrés dans la province du Passoré au Burkina Faso sont pour la majorité des déplacés internes qui ont bénéficié d'un programme de réinsertion dans des villages d'accueil. Au Burkina Faso et au Mali, les équipes de recherche ont été contraintes de rencontrer les pasteurs dans les provinces et cercles plus proches des couloirs de transhumance à cause de l'insécurité : les régions du Boucle du Mouhoun, de l'Est au Burkina Faso, ainsi que la région de Mopti sont connues pour le passage de ces pasteurs.

Afin de compléter les résultats des équipes de recherche, l'Analyse de l'Economie de Ménage (AEM) selon les zones bioclimatiques a fourni des informations additionnelles (Holt et Lawrence, 2017). Bien que ces données aient été collectées entre 2010 et 2015, elles nous renseignent suffisamment sur l'importance des différentes sources d'approvisionnement en aliments, de revenus et sur leur utilisation. Par ailleurs, l'AEM a été étendue à la zone sahélienne pour décrire



l'économie des ménages de pasteurs qui se trouvent plus au nord de la zone Pro-ARIDES, notamment la zone de Tarkhint au Mali (TAR Mali) qui s'étend de Mopti à Tombouctou, et 3 zones au Niger considérées comme représentatives des moyens d'existence de ménages pastoraux traversant la zone du programme. Il s'agit de la zone de Tassara (TAS Niger) dans la région Tahoua, la zone de M'Bororo de Dakoro de la région du Maradi (DBP Niger) et la zone de Gouré dans la région de Zinder (GPA Niger).

3 Système Alimentaire et Nutritionnel des ménages pastoraux

3.1 Situation alimentaire et financière, résultat du système alimentaire et nutritionnel

Selon l'AEM, la proportion de ménages pastoraux très pauvres était comprise entre 18 et 35 % dans les 4 zones pastorales et entre 22 et 32 % pour les ménages pauvres. Les ménages de richesse moyenne représentaient 25 à 29 % de la population et les riches 15 à 36 %. Les ménages très pauvres avaient un revenu annuel de moins de 1000 USD tandis que les ménages nantis atteignent plus de 5000 USD par an. C'est-à-dire que ces derniers ont 5 à 6 fois plus de revenus que les ménages très pauvres.

Tableau 1 : divers profils de pasteurs en terme de % de la population, fourchette de revenus et couverture des besoins énergétiques (Source : Holt et Lawrence, 2017)

Ménages	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
% de la population	18 - 35	22 - 32	25 - 29	15 - 36
Fourchette de revenus annuels (USD)	750 - 950	1050 - 1900	2700 - 4000	5600 - 7250
Couverture des besoins énergétiques (%)	100 - 105	100 - 108	105 - 114	104 - 127

Selon l'AEM encore, l'ensemble des ménages pastoraux était capable de faire face aux besoins énergétiques alimentaires de 2100 kilocalories par personne par jour. Si les ménages très pauvres se trouvaient plus que les autres dans une situation précaire pour couvrir leurs besoins à 100 %, les ménages nantis au Mali et dans la zone de Tassara au Niger pouvaient atteindre 125 % de couverture. Notons que la couverture des besoins énergétiques ne garantit pas la consommation suffisante et adéquate des nutriments pour la prévention de carences ².

Le Cadre Harmonisé analyse les tendances en matière d'insécurité alimentaire 3 fois par an, ceci en termes de consommation alimentaire, d'état nutritionnel, d'évolution des moyens d'existence, et de mortalité (RPCA). Il distingue 5 phases dans l'insécurité alimentaire. Les figures 3 et 4 montrent l'évolution de l'insécurité alimentaire dans la zone d'intervention du Pro-ARIDES, notamment dans les départements (Madaoua, Malbaza, Tibiri), les cercles (Koro, Bankas), les provinces (Sourou, Kossi, Gourma, Gnagna, Passoré), où les équipes de recherche ont rencontré des ménages pastoraux, qu'ils soient de passage ou implantés, selon ACF, RBM et VSF (2023).

² Un « régime alimentaire suffisant en énergie » assure un apport calorique adéquat pour l'équilibre énergétique pour le travail chaque jour. Un « régime alimentaire adéquat en nutriments » garantit non seulement des calories adéquates, mais aussi des nutriments adéquats pour prévenir les carences et éviter la toxicité. Un « alimentation saine » garantit non seulement des calories et des nutriments adéquats, mais comprend également un apport plus diversifié d'aliments de plusieurs groupes alimentaires différents. Ce régime répond à toutes les exigences d'adéquation nutritionnelle et à aider à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que les MNT (maladies non transmissibles)



Trois périodes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'année

On distingue généralement trois périodes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays sahéliens. Ouédraogo (2020) définit ces périodes pour la région du Centre-Ouest au Burkina Faso en 3 blocks de 4 mois.

Les ménages pastoraux vivent les mêmes périodes. Il est pourtant important de noter que ces périodes de soudure dépendent fortement du niveau de richesse des ménages selon l'AEM.

Relèvement	Après les récoltes : octobre à janvier	Quantité et diversité alimentaire grande
Mitigation	Début de la saison sèche : février à juin	Diminution des quantités
Soudure	Saison des cultures pluviales : juillet à septembre	Diminution des quantités et de la diversité

Depuis 2017, les populations capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus (phase 1) ne cesse de diminuer, de 4.450.000 personnes en 2017 (89 % de la population) à 3.955.000 personnes en octobre-décembre 2023 (66 % de la population) (figure 3 et 4). La période d'octobre à décembre correspond à la période de relèvement alimentaire et nutritionnel, quand les agro-éleveurs et agro-pasteurs ont récolté leurs vivres. Les ménages pastoraux vendent du bétail et des produits laitiers car il y a suffisamment de fourrage pour leurs troupeaux. Avec les revenus obtenus ils constituent des stocks de vivres à prix avantageux.

Dans la même période de 2017 à 2023, les populations ayant une consommation alimentaire minimalement adéquate et ne pouvant plus assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress (phase 2), ont augmenté en nombre et en pourcentage : de 514.000 personnes en 2017 (10 % de la population) à 1.330.000 personnes en 2023 (22 %).

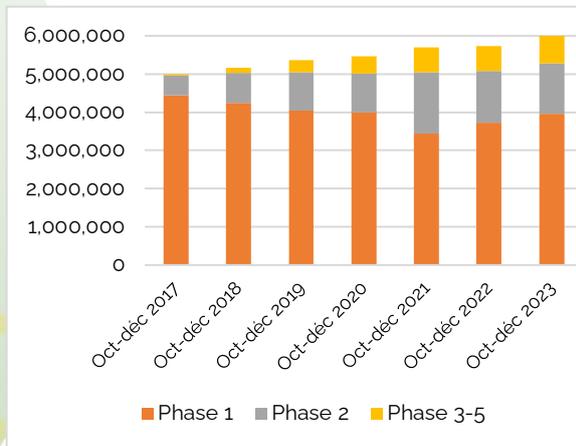


Figure 3: Evolution de la sécurité alimentaire 2017-2023 dans la zone d'intervention du programme où des ménages pastoraux sont présents. En chiffres absolus de la population (Source : RPCA)

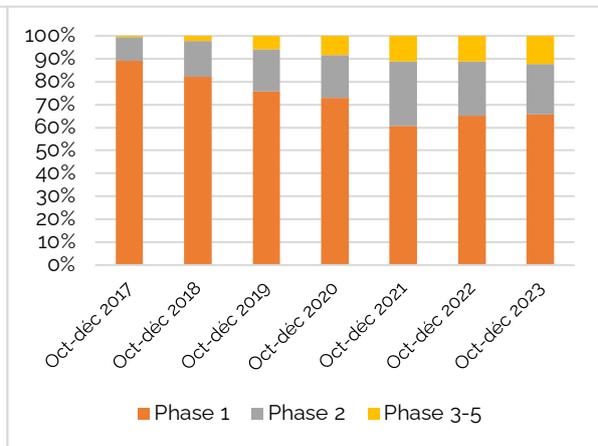


Figure 3: Evolution de la sécurité alimentaire 2017-2023 dans la zone d'intervention du programme où des ménages pastoraux sont présents. En pourcentages de la population (Source : RPCA)

Il en est de même pour les populations se trouvant en phase 3 à 5, dont la plupart se trouve en crise (phase 3), la phase 4 représentant l'urgence et 5 la famine/catastrophe. La phase 3 est définie par une malnutrition aiguë, les besoins alimentaires essentiels n'étant couverts qu'en se privant de leurs moyens d'existence majeurs. La population en phase 3 à 5 a augmenté de 66.692 à 788.976 personnes entre 2017 et 2023, soit une augmentation de 1 à 14 % de la population !

Les provinces du Burkina Fasso où la part de population en phase 1 a connu le plus chuté sont par ordre d'importance le Sourou, le Kossi, Gnagna et Gourma. A Bankass et à Koro au Mali, ce pourcentage a considérablement baissé entre 2017 et 2021 (respectivement de 93 à 45 % entre 2018 et 2021 et de 86 à 35 % entre 2017 et 2021). Le pourcentage de population en phase 1 s'est amélioré à partir de 2022 mais n'atteint pas les pourcentages d'avant 2017. Au Niger, le pourcentage de population en phase 1 des départements de Torodi (82 % en 2017, seulement 30 % en 2021) et de Kollo (de 95 % en 2017 à 50 % en 2021) a considérablement chuté (région de Tillabéri). Les départements de Konni, Madaoua et de Malbaza de la région de Tahoua, ainsi que celui de Tibiri dans la région de Dosso, ont également suivi cette tendance, mais dans une moindre mesure (figure 5).

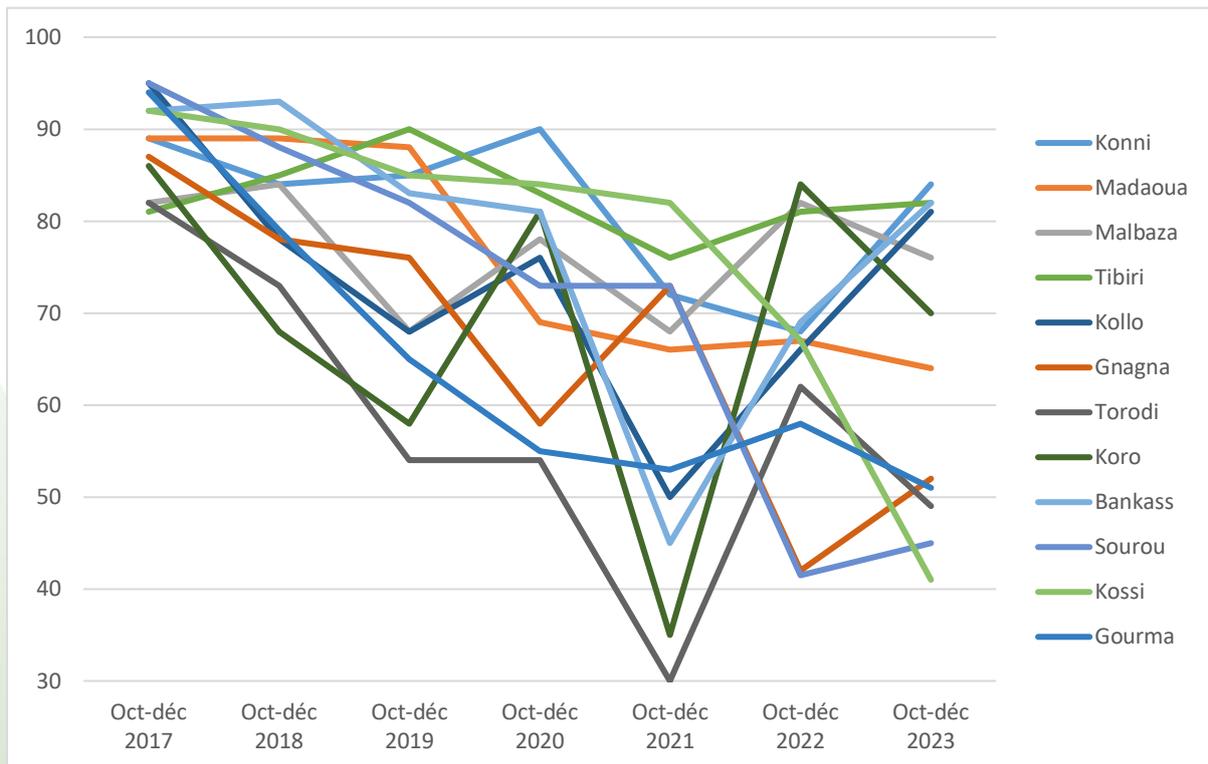


Figure 4: Evolution de la part de population en phase 1, en pourcentage de population totale (Source: RPCA)

Les résultats du système alimentaire et nutritionnel (SAN) montrent pour l'instant :

- Une inégalité profonde entre les ménages pastoraux en termes de revenus annuels : les ménages nantis ont 5 à 6 fois plus de revenus que les ménages très pauvres.
- Une couverture des besoins énergétiques qui monte avec le niveau de richesse.
- Un déclin du pourcentage de population capable de couvrir ses besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus (phase 1) dans les départements, cercles et provinces où des ménages pastoraux ont été rencontrés par les équipes de recherche, puis où ils se trouvent selon ACF, RBM et VSF.



3.2 Régime alimentaire

Selon les témoignages reçus lors des travaux de terrain, les pasteurs non auto-suffisants ou pauvres consomment seulement 2 groupes alimentaires en période de soudure : des céréales associées à des feuilles vert foncé (Burkina Faso) ou à du lait (Niger). Au Burkina Faso, le nombre de groupes alimentaires consommés par ces pasteurs monte à 5 en période de relèvement et de mitigation. Aucune données similaires ne sont disponibles pour le Niger (Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023).

Un ménage à une diversité alimentaire suffisante quand il consomme 5 ou plus de groupes alimentaires le jour précédent à l'enquête. De préférence 1 légume ; 1 fruit ; 1 légumineuse, noix ou graine ; 1 produit animal ; et 1 produit de céréales, de racines ou de tubercules. L'enquête est menée auprès des femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans).

Les pasteurs autosuffisants au Burkina Faso dépassent le seuil de diversité alimentaire en période de soudure (6 groupes alimentaires) et ajoutent des légumineuses durant les 2 autres périodes. Au Niger, les ménages pastoraux nantis consomment également 5 à 6 différents groupes alimentaires et dépassent ainsi le seuil de diversité alimentaire.

Observons que les céréales constituent la base des repas de l'ensemble des ménages pastoraux, suivies par les produits laitiers et la viande, ainsi que les feuilles vert foncé pour les ménages autosuffisants ou riches. La consommation d'œufs, de légumes et de fruits est moins fréquente, tout comme celle de légumineuses et de noix et graines.

Tableau 2 : Diversité alimentaire des ménages de pasteurs

Pasteurs du	Type de ménage	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	#
Burkina Faso	non autosuffisants soudure	X						X				2
Burkina Faso	non autosuffisants relèvement/mitigation	X	X	X		X					X	5
Niger	pauvres repas minimum à Tibiri	X			X							2
Niger	pauvres repas minimum à Bangui	X						X				2
Burkina Faso	autosuffisants soudure	X		X	X	X		X		X		6
Burkina Faso	autosuffisant relèvement/mitigation	X	X	X	X	X		X		X		7
Niger	riches repas maximum à Bangui	X			X	X			X		X	5
Niger	riches repas maximum à Tibiri	X	X		X	X			X		X	6
		#	8	3	3	5	5	0	4	2	2	3

1 = Céréales, racines et tubercules ; 2 = Légumineuses ; 3 = Noix et Graines ; 4 = Lait et produits laitiers ;

5 = Abats, viandes ou poisson ; 6 = Œufs ; 7 = Légumes à feuilles vert foncé ;

8 = Fruits et Légumes riches en vitamine A ; 9 = Autres légumes ; 10 = Autre fruits.

: Nombre de groupes alimentaires consommés

(Source : Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023)



3.3 Comportement alimentaire

Selon les travaux de recherche, le comportement alimentaire des ménages pastoraux s'explique par des facteurs économiques, des habitudes/méconnaissances et par l'insécurité. Parmi les facteurs économiques, les pasteurs au Burkina Faso élèvent des animaux domestiques comme moyen d'épargne : de l'argent facilement mobilisable en cas de besoin. Au Niger, les produits achetés coûtent chers et les marchés sont parfois difficilement accessibles en saison des pluies. A cause de la disponibilité et de prix abordables, les pasteurs intègrent dans leur régime alimentaire de nouveaux ingrédients comme le riz, le maïs, les pâtes alimentaires et certains fruits et légumes. Bien que les habitudes changent lentement, les pasteurs burkinabè réservent la consommation de viande aux cérémonies, et ceux du Niger considèrent la pâte de mil avec du lait cru comme un plat très riche en vitamines. La faible connaissance des valeurs nutritives des aliments, ainsi que celle des recettes culinaires influence également les habitudes. Au Niger, les pasteurs sont contraints de faire de la cueillette dans les zones forestières, du fait de l'insécurité (Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023).

« Avant on ne connaissait pas les pâtes alimentaires et le riz. On ne mangeait que le mil, le sorgo et le lait. On fait sécher la pâte de mil ou de sorgo, ensuite ceci est pilé pour obtenir une poudre. Enfin on mélange cette farine obtenue avec de l'eau chaude et du lait. On appelle ça « Bakké ... ». (Un pasteur, Focus group réalisé le 25/11/2022, Bangui).

3.4 Sources d'approvisionnement

3.4.1 Ménages rencontrés par les équipes de recherche au Burkina Faso et au Niger

Les ménages pastoraux s'approvisionnent en aliments grâce à l'autoproduction, l'achat des produits au marché, la cueillette, la chasse des produits de brousse ou de forêts, ou par d'autres moyens comme le paiement en nature pour le gardiennage des troupeaux et les dons en nourriture (principalement des céréales) par des Organisations Non Gouvernementales ou des structures de l'Etat. Parfois des aliments sont acquis par un système d'échange (troc) : des pasteurs pauvres prêtent leurs services de gardiennage d'animaux en échange de dons et de cadeaux, ainsi qu'au droit de collecte du lait de ces animaux. Ce système prévoit aussi des contrats de parage, fondés sur l'offre de fumier pour les champs des ménages agricoles contre la réception de céréales ou d'argent (Adamou et Boukari, 2023).

Les pasteurs burkinabè non-autosuffisants rencontrés dans la Province du Passoré sont en partie des déplacés internes qui, à travers un programme de réinsertion dans des villages d'accueil, ont reçu des petits lopins de terre où ils cultivent des légumineuses, des noix et graines (arachide) et quelques légumes, et font de l'élevage sédentaire. Selon les saisons, ils disposent de céréales, d'œufs et de produits laitiers. Les ménages autosuffisants produisent au total 7 groupes alimentaires en quantités suffisantes pour couvrir leurs besoins tout au long de l'année (céréales ; légumes à feuilles vert foncé ; légumineuses ; autres légumes ; produits laitiers, viande et/ou volaille).

Dans la mesure du possible, les non-autosuffisants achètent des aliments au marché, surtout des céréales, tout comme les ménages autosuffisants, qui, en cas de besoin, achètent d'autres aliments en plus des céréales. En ce qui concerne les produits de brousse ou de forêt, tous les ménages font la cueillette de feuilles vert foncé (*chorcorus* ou corète potagère et feuilles de baobab - *adansonia digitata*), de fruits (karité, raisin, liane, néré), de même qu'ils chassent et pêchent



(poisson, rat, lièvre, perdrix). Pour compléter leur nourriture, les pasteurs achètent des céréales au marché pendant les périodes de mitigation et de soudure. Les pasteurs non-autosuffisants dépendent souvent des aides alimentaires.

Au Niger, les ménages pastoraux s'approvisionnent surtout aux marchés locaux avec des produits moins chers venant du Nigeria ou de la capitale Niamey. Le marché est leur source principale d'approvisionnement, surtout pour les ménages aisés qui achètent des céréales et tubercules, des légumes, notamment riches en vitamine A (carottes, courge, gombo etc), des légumes vert foncé (moringa, oseilles, amarantes) et de la viande ou des abats (cas de Bangui à Madaoua). Les pasteurs rencontrés à Tibiri font surtout de la production de viande et de produits laitiers tandis que les ménages pauvres gardent surtout les troupeaux des riches et vendent les produits laitiers de ces troupeaux. Ceux proches de Bangui ont des possibilités de produire des fruits riches en vitamine A et d'autres fruits (mangue, goyave pastèque), de la volaille et du lait, des noix et graines (sésame et arachide), et de l'huile de karité. Quant aux produits de brousse, les pasteurs font la cueillette du dattier du désert (*balanites aegyptiaca*), de jujubier (*ziziphus mauritiana*), des raisins sauvages, le chorchorus ou corète potagère et surtout des feuilles de baobab (*adansonia digitata*) qui constituent la base des sauces de jour comme de nuit (Neya et al, 2023 : Mossi et Soumana, 2023).

3.4.2 Analyse de l'Economie de Ménage dans les zones de TAR Mali, DBP Niger, GPA Niger et TAS Niger

Selon l'AEM, indépendamment de leur niveau de richesse, les pasteurs du Mali et du Niger achètent au moins 60 % de leurs besoins énergétiques alimentaires au marché (tableau 3). C'est donc leur *première source d'approvisionnement*. Les ménages moyens et nantis payent ces aliments surtout par la vente de leur bétail ou de lait. Les très pauvres et pauvres utilisent surtout leurs revenus issus du travail local ou non, et d'autres travaux indépendants comme la cueillette.

Pour les pasteurs riches et de richesse moyenne, la *deuxième source d'approvisionnement* est leur propre production laitière et de viande, qui peut couvrir de 10 à 35 % des besoins énergétiques alimentaires. Les très pauvres et pauvres dépendent surtout de dons ou de l'aide alimentaire, à l'exception des pasteurs de la zone pastorale de Tassara, qui cherchent un travail payé en nature (local ou en tant que migrant).

Pour les ménages moyens et nantis, les dons et l'aide alimentaire représentent leur *troisième source d'approvisionnement*, à l'exception des ménages de la région de Tassara qui cherchent un travail payé en nature (local ou en tant que migrant). Les ménages très pauvres et pauvres dépendent de leur propre production (2 zones), du travail payé en nature ou des produits de cueillette au Mali.

Les ménages moyens et nantis au Mali font la cueillette comme *quatrième source d'approvisionnement* et les nantis de la zone de M'Bororo de Dakoro font des travaux contre paiement en nature. Par ailleurs, des ménages très pauvres et pauvres cherchent des travaux sur la base de paiement en nature (2 sur 4 zones), ou se nourrissent par leur propre production, par des dons ou de l'aide alimentaire.

Selon l'AEM, les pasteurs de la zone de Tarkhint au Mali sont les seuls à couvrir 3 % de leurs besoins énergétiques par la production végétale.



Tableau 3 : Sources d'approvisionnement pour faire face aux besoins énergétiques
(Source : Holt et Lawrence, 2017)

Ménages	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Propre production animale, majoritairement des produits laitiers	2-6 %	6-11 %	10 – 19 %	13 – 35 %
Marché	58-90 %	64-88 %	70 – 85 %	61-79 %
Produits de cueillette	0-13 %	0-10 %	0-7 %	0-4 %
Travail local et migrant payé en nature	5-10 %	3-7 %	0-2 %	0-3 %
Dons ou aide alimentaire	3-18 %	2-12 %	2-8 %	3-7 %
Propre production végétale (uniquement zone TAR Mali)	0 %	3 %	3 %	3 %

Dans l'ensemble des 4 zones on constate que :

- Les ménages dépendent en premier lieu des marchés pour faire face à leurs besoins alimentaires énergétiques.
- La contribution de la production propre à l'alimentation augmente en fonction du niveau de richesse ;
- La contribution des produits de cueillette, du travail payé en nature et des dons ou d'aide alimentaire diminue en fonction du niveau de richesse.

3.5 Stratégies de moyens d'existence

3.5.1 Ménages rencontrés par les équipes de recherche au Burkina Faso et au Niger

Au Burkina Faso, une partie des ménages pastoraux non-autosuffisants est constituée de déplacés internes qui ont bénéficié d'un programme de réinsertion dans leur village d'accueil où ils ont reçu de petits lopins de terres et élèvent de la volaille ou de petits ruminants. Pour ce qui concerne les ménages autosuffisants, leurs activités agricoles se font sur des petites superficies dont les récoltes sont destinées à la consommation par le ménage lui-même. Avant la saison des pluies, à cause du déficit fourrager, les pasteurs conduisent leur propre bétail et celui d'autres ménages dans des zones de pâturages du Sud du Burkina Faso. En contrepartie, ces pasteurs reçoivent de l'aliment bétail c.a.d. des sous-produits agro-industriels et des vivres en fin de campagne agricole. Des jeunes partent vers les sites d'orpaillage pour tenter de gagner de l'argent dans un environnement peu accueillant ou même hostile, et dans des conditions de travail difficiles voire dangereuses (cenozo.org, 2022).

Au Niger également, les pasteurs pauvres gardent les troupeaux d'autres ménages en bénéficiant du droit de vendre le lait. Ils peuvent aussi travailler comme main-d'œuvre chez d'autres ménages, pour des travaux agricoles comme le fumage, en échange de céréales. Les riches, en plus de l'élevage, font de l'agriculture et du maraichage pour diversifier leurs repas quotidiens.

De manière générale, les femmes des pasteurs burkinabè ne pratiquent pas l'agriculture. Elles mènent d'autres Activités Génératrices de Revenus (AGR) comme la vente de lait, la production du fura (boules de farine) à base de niébé, le tissage de la paille. Au Niger, elles parcourent de longues distances pour vendre le lait et les sous-produits à des prix dérisoires.



Tableau 4 : Sources de revenus des ménages pastoraux
(Source : Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023)

Types de ménages pastoraux	Burkina Faso	Niger
Non autosuffisants / pauvres	Elevage ; agriculture* ; orpaillage (jeunes) ; services aux autres ménages ; dons	Gardiennage des troupeaux d'autres pasteurs ; dons et cadeaux ; fumage des champs pour les ménages agricoles ; vente de lait ; aide familiale (cas de Tibiri).
Autosuffisants / riches	Elevage ; agriculture* ; orpaillage (jeunes) ; services aux autres ménages ; petit commerce de médicaments ; embouche ovine	Elevage ; agriculture* ; maraîchage (cas de Tibiri)
Sources de revenus des femmes	Vente du lait ; production du fura à partir du niébé et la vente des produits de tissage.	Vente du lait et des sous-produits

*Saison pluvieuse

3.5.2 Analyse de l'Economie de Ménage dans les zones de TAR Mali, DBP Niger, GPA Niger et TAS Niger

Sources de revenus liquides

D'après les données de l'AEM, la première source d'argent des *ménages moyens et riches* est la vente du bétail, qui représente entre 63 et 80 % des revenus liquides (tableau 5). Le petit commerce, le travail rémunéré et autres revenus divers constituent la deuxième et/ou troisième source pour ces ménages. En plus de ces 3 sources principales, les ménages moyens et nantis du Mali et ceux de la zone de Gouré et de Tassara gagnent un peu d'argent en effectuant des travaux indépendants (coupe de bois et cueillette), du travail rémunéré ou via d'autres sources de revenus diverses. La vente des produits laitiers par ces catégories est très insignifiante selon l'AEM : dans les zones de Tarkhint au Mali et de la zone de M'Bororo de Dakoro au Niger elle ne représente que 1 à 3 % des revenus.

Pour les *pasteurs pauvres* des zones de M'Bororo, de Dakoro et de Gouré au Niger, la vente du bétail est la première source de revenus (39 et 60 %), suivi du travail local ou migrant (30 et 37 %), du travail indépendant et d'autres sources de revenus. Les très pauvres dans ces 2 zones gagnent surtout de l'argent liquide en effectuant des travaux rémunérés (local ou non). Le travail indépendant, la vente du bétail et d'autres sources sont également à mentionner. Les très pauvres et pauvres des 2 autres zones dépendent d'abord du travail rémunéré ou d'autres sources, suivi de la vente du bétail ou des travaux indépendants, y compris la coupe de bois ou la cueillette. Les ménages très pauvres et pauvres ne pratiquent pas ou peu (dernière ou avant-dernière source de revenu) le petit commerce. Les très pauvres et pauvres des 4 zones ne vendent pas de produits laitiers.



Tableau 5: Sources de l'argent liquide (Source : Holt et Lawrence, 2017)

Ménages	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Vente du bétail	12-31 %	21-60%	63-84 %	62-80 %
Vente de produits laitiers	0 %	0 %	1 %	2-3 %
Travail rémunéré (local et migrant)	24-56 %	27-37 %	0-7 %	0-6 %
Travail indépendant (coupe de bois et produits de cueillette)	12-33 %	6-14 %	0-15 %	0-1 %
Petit commerce	0-7 %	0-16 %	0-21 %	2-17 %
Autres	4- 34 %	5- 22 %	2-16 %	0-15 %

Dans l'ensemble des 4 zones on constate que :

- La contribution de la production propre aux revenus liquides, surtout la vente du bétail, augmente avec le niveau de richesse du ménage et représente au minimum 62 % des revenus pour les pasteurs moyens et nantis ;
- Les contributions du travail rémunéré et du travail indépendant diminuent avec le niveau de richesse des ménages ;
- Le petit commerce contribue à l'apport d'argent liquide dans une proportion croissante avec le niveau de richesse des ménages et cette activité est quasi absente chez les ménages pauvres et très pauvres.
- A l'exception de la zone de Tarkhint au Mali, le nombre d'activités menées diminue avec le niveau de richesse : les ménages moyens et nantis de la zone de Gouré et les nantis de la zone de Tassara au Niger développent 3 activités pour gagner de l'argent liquide, tandis que les très pauvres et pauvres se lancent dans 5 à 6 activités différentes. Dans la zone M'Bororo de Dakoro, ce nombre est de 4 pour les moyens et nantis et de 5 pour les très pauvres et pauvres
- La contribution au revenus liquides de la vente de produits laitiers semble très basse. Il se peut que les très pauvres et pauvres échangent leur lait contre des céréales (Jacquemot, 2023), ou bien que la méthode AEM ne permette pas une estimation suffisamment précise de l'argent gagné grâce à la vente journalière de lait par les femmes.

Utilisation des revenus

Les ménages très pauvres dépensent entre 77 à 91 % de leur revenus pour l'achat d'aliments, d'eau, d'ustensiles de ménage et d'intrants. Ils dédient entre 9 et 23 % aux frais divers tels que les frais médicaux, l'éducation, les vêtements, les impôts et les dons. Pour les pasteurs nantis ces montants varient entre 66 et 78 % contre 22 et 34 % pour les autres dépenses (tableau 6).

En termes d'importance, les pasteurs très pauvres dépensent la plus grande partie de leurs revenus à l'achat d'aliments de base, suivi de l'achat d'autres aliments, des ustensiles de ménage et des intrants. Ce même ordre est observé chez les ménages pauvres et les moyens avec une exception de la zone de M'Bororo de Dakoro où l'achat des intrants vient en premier lieu d'importance, suivi des achats en aliments et en ustensiles de ménage. Les ménages nantis dépensent également la plus grande partie de leurs revenus à l'achat des intrants, puis à celui des aliments et des ustensiles de ménage.



Tableau 4: Utilisation des revenus (Source : Holt et Lawrence, 2017)

Achats	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Aliments de base	32 – 51 %	31 – 41 %	20 – 26 %	12 – 18 %
Autres aliments	18 – 23 %	14 – 25 %	15 – 21 %	12 – 18 %
Eau	0-3 %	0 - 6 %	0 – 4 %	0 – 5 %
Ustensiles de ménage	14 – 21 %	15 – 19 %	15 – 19 %	11 – 13 %
Intrants	2 – 7 %	3 – 12 %	15 – 22 %	25 – 30 %
Sous total	77 - 91 %	75 - 84 %	71 -80 %	66-78 %
Autres (frais d'éducation et médicaux; vêtements, impôts, dons)	9- 23 %	16- 25 %	20 – 29 %	22 – 34 %

Dans toutes les zones on constate que :

- La part des dépenses pour les aliments de base, les autres aliments et les ustensiles de cuisine diminue lorsque les des ménages deviennent plus riches.
- Par contre la part consacrée aux achats d'intrants augmente selon le niveau de richesse.

3.6 Facteurs affectant la résilience des ménages

Plusieurs facteurs affectent la résilience des ménages pastoraux, comme l'insécurité, la gestion des ressources naturelles et l'économie politique foncière, les aléas climatiques, l'accès aux marchés, l'accès aux services vétérinaires et aux intrants et la performance des organisations pastorales.

3.6.1 L'insécurité et la fermeture des frontières affecte la mobilité des troupeaux et l'accès aux marchés

Quant à l'insécurité, une partie des pasteurs rencontrés au Burkina Faso sont devenus des déplacés internes. Au Niger, l'insécurité les empêche, entre autres, de s'approvisionner aux différents marchés. Ils courent également le risque de se faire confisquer leurs marchandises (ou pire). Les zones forestière que sont censées traverser les troupeaux sont également sujettes à l'insécurité (Neya et al, 2023 : Mossi et Soumana, 2023).

« Les pasteurs ont peur de se déplacer et d'être la cible des bandits armés qui sévissent tout au long de la frontière entre le Niger et le Nigeria » (FG avec des pasteur, le 22-11-2022 à Bangui). »

La figure 6 montre le nombre de conflits qui se sont produit dans les départements, les cercles ou les provinces de la zone d'intervention du programme (ACLED).

Les 2 grands couloirs de transhumance au Burkina, à savoir les provinces de Sourou et de Kossi dans la Boucle du Mouhoun et celles de Gourma et Gnagna de l'Est, ne sont pas sécurisés. Depuis 2020, le nombre de conflits dans les provinces de Kossi, de Sourou, de Gnagna, de Gourma augmente, surtout en 2023.

Au Mali, dans les cercles de Bankass et de Koro, les conflits sont plus nombreux que dans les cercles de San et de Tominian. Koro a vécu un pic de conflits entre 2019 et 2020, suivi d'un



apaisement lié aux négociations entre les acteurs opposés. A Bankass, les conflits se sont enflammés après une année de calme relatif en 2021, résultant de ces négociations.

Au Niger, mis à part le département de Torodi, la plupart des départements qui accueillent des ménages pastoraux sont assez sécurisés, au vu du nombre de conflits enregistrés. Il est à noter que l'année 2022 a connu le plus grand nombre de conflits depuis 2017 dans la plupart de ces départements.

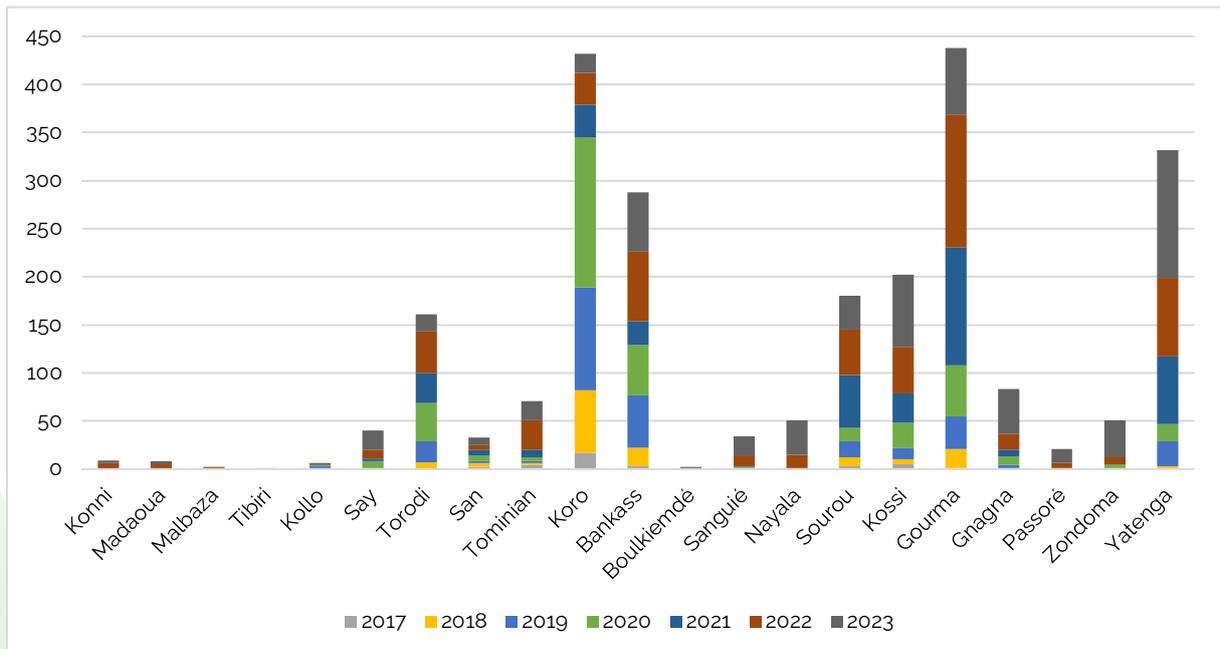


Figure 5: nombre de conflits dans la zone d'intervention du programme entre 2017 et 2023 (Source: Armed Conflict Location & Event Data Project ; Données Dioundiou et Falmey non disponibles)

Les conséquences de cette insécurité sont multiples (Pellerin, 2021) :

- Des ménages cherchent un abris et un accès aux zones fourragères en fonction du groupe (état ou autres) qui exerce le contrôle sur ces zones ;
- Les départs en transhumance ont baissé. S'y ajoute également la fermeture des frontières entre le Mali et le Burkina Faso, entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire (2020-2023), entre le Sud-Ouest du Niger et le Burkina Faso d'un côté et le Benin de l'autre côté (depuis 2020);
- On procède au déstockage du cheptel afin de prévenir le vol ou le pillage des animaux ;
- Les marchés de bétail dans les zones en insécurité sont moins fréquentés et, dans certains endroits, des filières bien organisées de bétail volé émergent. Des marchés formels ferment et d'autres, informels, apparaissent dans des zones rurales non sûres.
- Les troupeaux se concentrent dans la zone nigérienne du programme à cause de l'insécurité dans le nord: les parcours habituels de transhumance nord-sud sont bloqués. Cette forte concentration contribue à la dégradation des ressources naturelles dans ces zones;
- La perturbation des itinéraires habituels engendre des conflits entre populations, des coûts additionnels et des pertes d'embonpoint.



Cette insécurité a également contribué à la stigmatisation des communautés Peulhs par les populations sédentaires: Un nombre inconnu de pasteurs a rejoint des groupes djihadistes pour des raisons justifiées ou non justifiées. Ceci a fragilisé les rapports d'entente et de paix entre les communautés Peulhs et les populations sédentaires (Cissé, 2020).

3.6.2 Gestion des ressources naturelles – inclusion sociale des pasteurs

Les équipes de recherche au Burkina Faso et au Niger constatent que la gestion des ressources naturelles occasionne très souvent des conflits entre agriculteurs et pasteurs. Les surfaces des aires de pâturage sont insuffisantes ; les espaces pastoraux et/ou les pistes sont envahis par des agriculteurs, entraînant un déficit de fourrage pour les troupeaux. Par conséquent, la production de lait et de viande diminue. Face à la réduction considérable des zones de pâturage au Burkina Faso, les ménages autosuffisants ont recours à la transhumance dans d'autres zones et à l'achat d'aliments pour bétail (Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023).

Action Contre la Faim (ACF) répertorie depuis 1999 dans sa base de données les surfaces présentées dans la figure 7, permettant entre autres le calcul annuel de la biomasse. La région du Boucle du Mouhoun (provinces de Gnagna et de Gourma), le cercle de Koro (région de Mopti) et les départements de Kollo et de Torodi disposent de grands espaces. Des données comparant ces surfaces avec le nombre d'animaux qui les fréquentent ne sont pas disponibles pour l'instant.

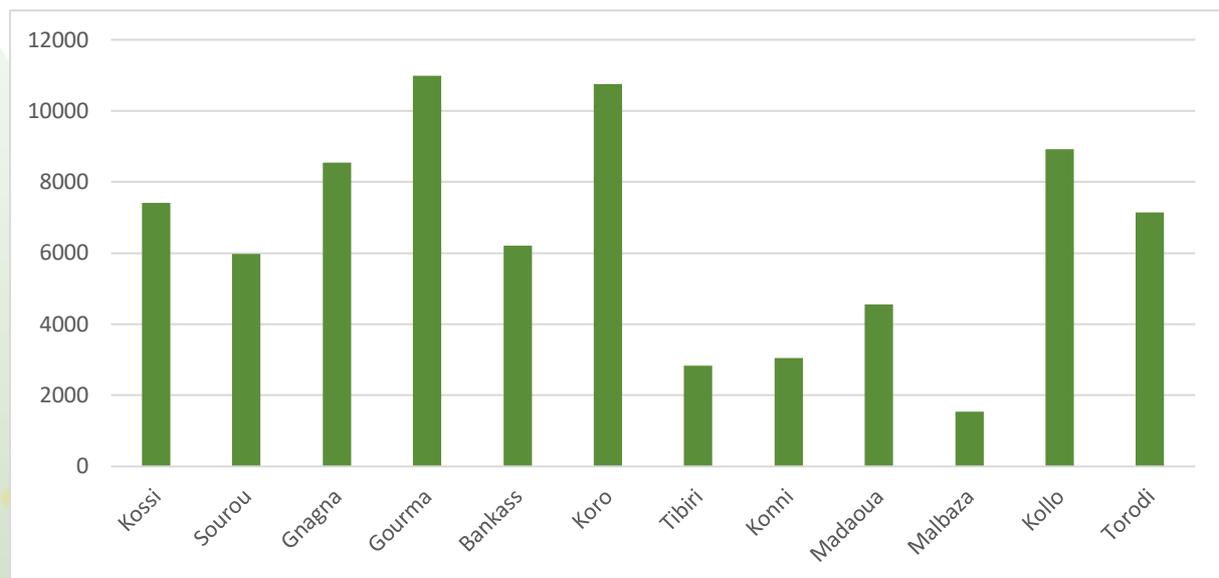


Figure 6: Surface des zones pastorales (officiellement) enregistrées en hectares (Source : ACF, base de données)

Pourtant, depuis 1999 ces surfaces et les couloirs de transhumance sont de moins en moins accessibles pour les pasteurs, comme par exemple à Kossi qui n'a même plus d'espaces pour faire paître les boeufs de trait (Pellerin, 2021), alors même qu'en 1999, 7.410.163.125 ha de zones pastorales avaient été identifiées pour cet usage par ACF. De plus, l'accès aux champs agricoles après les récoltes occasionne plus qu'avant des conflits. L'émergence des concessions minières artisanales ou industrielles contribue à restreindre l'accessibilité aux zones de pâturage et constitue d'autant plus un facteur de pollution de l'environnement avec des effets néfastes sur la santé des animaux (Jacquemot, 2023).



Quelques exemples de cette diminution des surfaces pastorales et de leur accessibilité sont notamment (Pellerin, 2021):

- Les puits pastoraux sont entourés par des champs ou des parcelles agricoles ; les cours d'eau sont occupés par des bananeraies ;
- L'extension des villes et des communes rurales bloque les couloirs de passage, y compris entre les pays comme le Niger et le Burkina Faso
- Les conflits d'accès aux champs agricoles, dûs à la descente précoce des animaux suite au tarissement des mares et à l'insécurité au nord de Tillabéri et de Tahoua. L'installation des champs agricoles sur le parcours de transhumance (l'Est du Burkina Faso). La disparition entière des pistes dans la région Nord qui n'a même plus de terres cultivables.
- L'envoi des troupeaux dans les forêts classées du Boucle du Mouhoun avec la complicité des autorités et des services.
- La constitution de cheptels plus au moins sédentaires par les agriculteurs et agropasteurs, qui ont également besoin de zones de pâturages et de points d'eau.

Un des facteurs de fond alimentant les conflits autour des ressources naturelles est la tendance généralisée à la privatisation des ressources auparavant communes, comme l'eau et les pâturages. Les 3 pays étudiés disposent pourtant d'une législation pastorale qui affirme le droit d'accès des pasteurs aux ressources naturelles au même titre que les autres usagers ruraux (Jacquemot, 2023)³. De plus, des lois foncières prévoient la planification territoriale, un outil qui devrait permettre une meilleure délimitation des zones communautaires à vocation pastorale, mais qui est malheureusement encore peu mis en oeuvre (Pellerin, 2021)⁴.

Dans la pratique, la voix des pasteurs est peu représentée dans les instances de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles et la résolution des conflits. Au Burkina Faso, les agropasteurs (semi-sédentarisés) sont mieux représentés dans ces instances que les pasteurs. Au Niger, la représentation des pasteurs dans les organes de décision liés à la gestion des ressources naturelles et à la résolution des conflits est similaire. Cette exclusion de la voix des communautés pastorales au niveau décentralisé, surtout dans les collectivités territoriales où les agriculteurs sont majoritaires, peut facilement se reproduire à d'autres niveaux de décision.

3.6.3 Aléas climatiques forçant les pasteurs à modifier leurs parcours de transhumance

Suite aux aléas climatiques, la campagne pastorale nigérienne 2021/2022 a connu un fort déficit fourrager global de l'ordre de 15.269.916 tonnes de matière sèche, risquant d'affecter la situation alimentaire d'une grande partie du cheptel national durant la période de soudure pastorale (ReliefWeb, mars 2022). La figure 8 montre l'évolution de la production de biomasse dans les régions de la zone d'intervention du programme Pro-ARIDES au cours de la période 2014 – 2023, par rapport à la production moyenne (100%) de biomasse depuis 1999. Elle met en évidence une grande variabilité selon les années : en 2014, 2016, 2017 et 2021, 8 ou 9 régions avaient une production en dessous de la moyenne, tandis qu'en 2018, 2020 et 2022 seulement 1 région était en

³ Niger (1993 et 2010) ; Mali (2001) et le BF (2002)

⁴ Mali - Charte pastorale 2001 et la Loi sur le foncier agricole de 2006 : Burkina Faso – la Loi 034-2012 prévoit des Schémas Régionaux d'Aménagement et Développement Durable du Territoire ; Niger – Schémas d'Aménagement Foncier selon le Code Rural 1993)

dessous de la moyenne. La Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest et le Nord, Ségou, Dosso et Tahoua ont vécu 2 saisons consécutives de production de biomasse en dessous de cette moyenne. Durant les 3 dernières années, la région de Tillabéri n'a pas pu atteindre la moyenne de production.

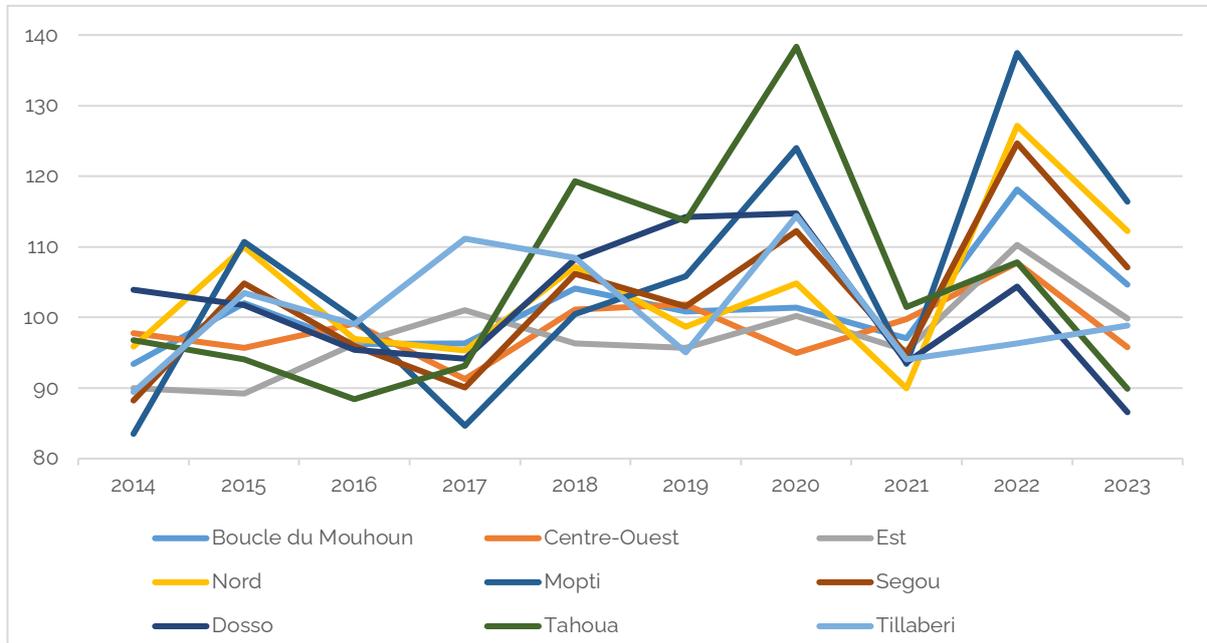


Figure 7: Production de biomasse entre 2014 et 2023 par rapport à la moyenne
Source : ACF, base de données

La disponibilité de la biomasse constituant l'un des principaux facteurs utilisés par les pasteurs pour planifier leur parcours, sa variabilité leur impose d'identifier d'autres pistes de transhumance vers le sud, ce qui demande des négociations avec des communautés qu'ils ne connaissent pas (Jacquemot. 2023).

3.6.4 Coûts de revient de la vente du bétail à la baisse

Au-delà des questions de sécurité, l'accès au marché est plus ou moins difficile selon les pasteurs rencontrés au Niger. Le mauvais état des routes en saison pluvieuse et la rareté des marchés hebdomadaires (département de Tibiri) entrave l'approvisionnement de ces marchés en denrées alimentaires comme les céréales. Par ailleurs, le prix de ces aliments de base mais aussi de l'alimentation du bétail croît au moment où les pasteurs en ont le plus besoin, pendant la période de soudure pastorale (Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023).

Quelques indications montrent que le prix de vente des animaux a chuté, tandis que les coûts de production ont augmenté. Dans la région de l'Est, un taureau était vendu à 350.000 FCFA en 2015-2016 et en 2020 son prix était de 150.000 FCFA ; A Koro et à Bankass, le prix des caprins a chuté de 30 % pendant le pic des conflits, parce qu'on a voulu déstocker pour limiter les vols et pillages, tout en gardant les bovins.

En même temps, le prix de transport a augmenté parce que, d'une part, les pasteurs cherchent maintenant des marchés plus fréquentés mais éloignés (Bankass et Koro), et que d'autre part, le prix du carburant pour le transport augmente du fait de l'insécurité et de la dévaluation du Naira nigérien (150 % à Torodi, 100 % à Konni (Pellerin, 2021)).



3.6.5 Accès limité aux services techniques, technologies de transformation et intrants

Selon les ménages pastoraux rencontrés par les équipes de recherche, l'accès aux services vétérinaires, d'appui-conseil et aux intrants zootechniques reste difficile : ceci s'ajoute à la faible disponibilité du fourrage amélioré et des compléments alimentaires (Neya et al, 2023 ; Mossi et Soumana, 2023).

Au Niger, l'accès limité aux technologies de transformation du lait et la fragmentation des chaînes de valeurs de l'écoulement des produits laitiers contribue à leur faible valorisation. A Torodi, le taux de couverture vaccinale a baissé de 90 % en 2018-2019 à 45 % en 2019-2020 ; l'Etat ne peut plus distribuer d'aliment pour le bétail du fait de l'insécurité. On demande alors aux pasteurs de venir dans des zones plus sécurisées.

Également au Burkina Faso (Gourma et Kossi), le taux de vaccination a chuté considérablement pour raison sécuritaire. Les services étatiques ont recours aux relais communautaires pour rendre service dans la mesure du possible (Pellerin, 2021).

3.6.6 Les organisations pastorales sont à renforcer

Les éleveurs en général, et les pasteurs en particulier, apprécient l'existence des organisations pastorales d'éleveurs mais ils constatent également qu'elles ont perdu de leur influence auprès de leurs membres et ne sont pas présentes dans les zones rurales. Elles sont surtout opérationnelles dans les chefs-lieux de communes et de département (Tillabéri et Tahoua). Dans la région de l'Est au Burkina Faso elles constituent le dernier espoir pour sécuriser les moyens d'existence, et sont appréciées pour leur contribution à l'établissement des commissions de conciliation foncières. Pourtant dans la Boucle du Mouhoun, ces organisations défendent surtout les droits des grands éleveurs et ne se soucient pas assez de la mobilité pastorale : elles manquent de coordination entre elles-mêmes et sont faiblement représentées au niveau des villages (Pellerin, 2021).

Les éleveurs et pasteurs s'attendent à ce que ces organisations défendent leurs droits et renforcent les relations entre leurs membres (Tillabéri et Tahoua). A l'Est du Burkina Faso, elles doivent intervenir dans la sécurisation du foncier pastoral, assumer un rôle de plaidoyer auprès des chefs coutumiers et des autorités, et se mobiliser lorsque des personnes ont été arrêtées. Les organisations pastorales dans la Boucle du Mouhoun peuvent améliorer leur légitimité auprès de leurs membres par une meilleure représentation au niveau villageois, par l'amélioration de la gestion des espaces communs de pâturage et par l'identification d'alternatives au pâturage dans les forêts classées (avec le consentement des autorités et services concernés) (Pellerin, 2021).

3.7 *Un avenir résilient selon les pasteurs*

Face aux facteurs et tendances qui affectent leur résilience, des pasteurs s'engagent de plus en plus à diversifier leurs stratégies de moyens d'existence. Dans l'ensemble de la zone d'intervention du Pro-ARIDES, ils réduisent la mobilité de leurs troupeaux, changent d'itinéraires et/ou d'aires de pâturage.

Quant à l'élevage extensif, on procède au déstockage d'animaux non-productifs dans la région de la Boucle du Mouhoun, à la diversification des espèces dans la région de Tillabéri, à la constitution de stocks d'aliment pour le bétail (achat de tiges de mil et fanes de haricots) à Tahoua, ou à la prolongation de la durée de la transhumance (Boucle du Mouhoun et l'Est). Sur le plan social on cherche à améliorer les relations avec les communautés hôtes, à la recherche des tuteurs hôtes et



des réseaux de tuteurs hôtes pour faciliter l'intégration, pour accéder aux résidus de récolte ou pour ajuster les routes de transhumance (Est et Tahoua) (Pellerin, 2021).

Beaucoup de pasteurs ont comme perspective d'avenir la transhumance partielle : étant donné que l'élevage transhumant est la seule stratégie de moyens d'existence possible dans la zone sahélienne, les pasteurs de cette zone envisagent de limiter la mobilité et de se rapprocher des villes pour évoluer vers un élevage semi-transhumant. Cette transhumance partielle pourra inclure la stabulation des vaches allaitantes et de leurs veaux proche des endroits de collecte du lait, avec un meilleur accès aux pâturages ou aux aliments pour bétail, et des services (Tillabéri, Tahoua au Niger et l'Est et la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso). La filière laitière est économiquement porteuse et est encouragée dans les politiques agricoles. Cette stratégie de moyen d'existence est complétée par des activités agricoles, le commerce et d'autres AGR.

D'autres pasteurs visent également un avenir de transhumance partielle, combinée à de l'élevage intensif (cercles de Bankass et Koro, et la région du Boucle du Mouhoun). Dans cette dernière région on vise la constitution de fermes pour développer l'embouche avec moins de cheptel. A côté de cette transhumance partielle, certains (surtout les jeunes) veulent s'initier aux activités de commerce, d'orpaillage ou se professionnaliser dans des métiers connexes.

Selon ces pasteurs, cette diversification des stratégies de moyens d'existence ne peut que se faire que si les questions foncières relatives à l'élevage extensif et intensif sont résolues, si les services d'appui-conseil, techniques sont accessibles, et si des races appropriés d'animaux sont adoptées.

4 Analyse du système alimentaire et nutritionnel

4.1 Qui sont les pasteurs ?

Avant d'entamer l'analyse des relations entre les composantes du cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (figure 2) il s'avère nécessaire d'approfondir les réflexions sur les caractéristiques souvent utilisées pour identifier les ménages pastoraux. Ceux-ci se distinguent des autres ménages par leur identité culturelle et professionnelle, marqué par un système d'élevage extensif, là où d'autres activités agricoles ne sont plus possibles. Ce système comprend la transhumance entre plusieurs zones bioclimatiques, ce qui en fait l'un des systèmes de production animale les plus résilients. La transhumance peut concerner tout le lignage, des ménages entiers ou seulement quelques membres. A côté de l'élevage extensif les membres qui restent sur place peuvent entamer d'autres activités agricoles ou maraîchères, ce qui a été mis en évidence par les rencontres des chercheurs avec les ménages pastoraux au Burkina Faso, ainsi que l'AEM dans la zone de Tarkhint au Mali. Les pasteurs développent également des activités génératrices de revenus non-agricoles. Leur vocation principale et leur identité culturelle les distinguent principalement des autres groupes.

4.2 Deux résultats différents du SAN

Les travaux de terrain et l'AEM montrent en premier lieu les différences entre les ménages non autosuffisants ou très pauvres et les ménages autosuffisants ou riches. De façon globale, au moins 2 catégories de pasteurs se distinguent assez clairement sur base du leur niveau de richesse. Selon l'AEM, le pourcentage de ménages très pauvres et pauvres varie entre 40 et 59 % et celui des ménages moyens ou riches entre 41 et 60 %.



Tableau 7 : Typologie des pasteurs

Caractéristiques	Ménages non autosuffisants ou (très) pauvres	Ménages autosuffisants, moyens ou riches
Diversité alimentaire	Insuffisante en période de soudure	Suffisante en toute saison
Facteurs qui influent le comportement alimentaire	Principalement le manque de revenus : introduction de pâtes alimentaires et de riz, moins chers que d'autres céréales.	Habitudes, manque de connaissances.
Première source d'approvisionnement en nourriture en termes de: <ul style="list-style-type: none">• Besoins énergétiques• Revenus dépensés	<ul style="list-style-type: none">• 58-90 % des besoins• 50-70 % de revenus	<ul style="list-style-type: none">• 61-85 % des besoins• 26-44 % de revenus
Stratégie des moyens d'existence : première source de revenus	Travail rémunéré, localement ou ailleurs	Vente du bétail de leurs propres troupeaux
Stratégie des moyens d'existence : première utilisation des revenus	Aliments de base, suivi d'autres aliments	Intrants, suivi d'autres aliments

Les ménages non autosuffisants ou (très) pauvres ont une diversité alimentaire très insuffisante en période de soudure (2 groupes d'aliments) et plus ou moins suffisante en période de relèvement, quand les récoltes sont vendues au marché à des prix plus abordables, et en période de mitigation. Le comportement alimentaire de ces ménages est surtout influencé par ce qu'ils ont gagné pendant la journée, en espèce ou en nature, et par le prix des produits au marché : ces prix ont parfois conduit à un changement du régime alimentaire en faveur de la consommation des pâtes alimentaires et du riz⁵. Leur source principale d'approvisionnement en nourriture est le marché, où il achètent surtout les aliments de base et d'autres aliments qui représentent entre 50-70 % des dépenses. Leur propre production animale et laitière ne représente que 2 à 11 % des besoins énergétiques nutritionnels. D'autres sources d'approvisionnement sont la cueillette des produits de brousse et de chasse, qui sont difficilement mesurables, mais aussi le paiement en nature de travaux effectués pour de tierces personnes comme le gardiennage des troupeaux ou le fumage des champs agricoles, et enfin les dons ou l'aide alimentaire.

Les ménages autosuffisants, moyens ou riches consomment 5 à 7 groupes alimentaires différents en toutes saisons, ce qui permet de caractériser leur diversité alimentaire comme suffisante. Les 3 groupes alimentaires qui sont rarement consommés sont les œufs, les fruits et légumes riches en vitamine A et les autres légumes. Leur comportement alimentaire s'explique surtout par les habitudes et le manque de connaissance des valeurs nutritives des aliments, bien que l'influence des produits disponibles au marché a tendance à changer leurs habitudes. Comme les ménages non autosuffisants ou (très) pauvres, cette catégorie de pasteurs plus aisés dépend surtout du marché pour couvrir ses besoins énergétiques nutritionnels (61-85 %), mais en termes financiers, l'achat des aliments de base et d'autres aliments représente entre 26 et 44 % de leurs revenus ;

⁵ On ignore les conséquences nutritionnelles de ces changements.

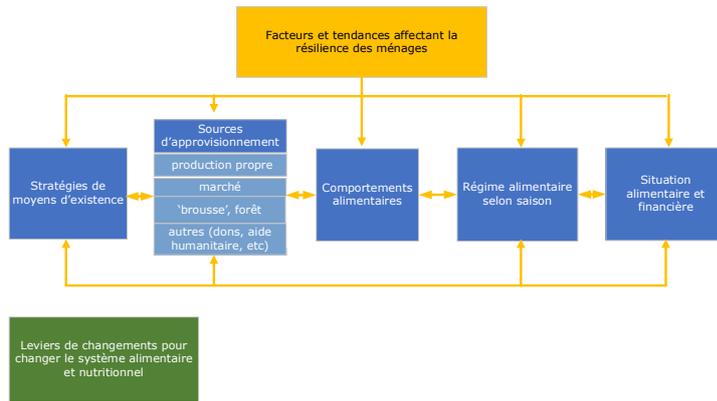


Figure 8: Cadre d'analyse SAN

assurent un régime alimentaire suffisamment diversifié et se procurent des intrants pour le maintien ou l'élargissement du cheptel.

Les autres 50 % ne peuvent pas vivre de leur propre production, et dépendent d'autres sources de revenus et des dons pour assurer un régime alimentaire minimal, souvent insuffisant en période de soudure.

4.3 Facteurs de fond

La performance actuelle du Système Alimentaire et Nutritionnel en termes de revenus et de régime alimentaire laisse à désirer, aussi bien pour l'une que pour l'autre catégorie de pasteurs : l'insécurité, la privatisation des terres et des ressources naturelles, et la diminution du coût de revient du bétail, constituent les facteurs de fond qui affectent leurs possibilités de s'approvisionner au marché en aliments de base. Les aléas climatiques s'ajoutent à ces facteurs de fond car ils sont imprévisibles et ne permettent pas aux pasteurs d'adapter leurs parcours de transhumance à temps.

L'insécurité affecte toutes les populations, notamment les pasteurs dans les provinces du Sourou, Kossi, Gnagna et Gourma, ou dans les cercles de Koro et de Bankass, et de Torodi. La population capable de vivre convenablement (phase 1 du cadre harmonisé) a considérablement chuté depuis 2017 dans ces zones qui subissent de nombreux conflits. Pour les pasteurs, l'insécurité limite la mobilité des troupeaux, rend difficile l'accès aux marchés pour la vente du bétail et l'achat de nourriture. L'insécurité a accru les tensions entre les Peulhs et les agriculteurs, et la stigmatisation des pasteurs : les relations entre pasteurs et agriculteurs, auparavant bénéfiques, ont été rompues dans de nombreux endroits.

La privatisation des terres et des ressources naturelles au détriment des zones de pâturage et des pistes de bétail réduit davantage la mobilité des troupeaux. Par ailleurs, les agriculteurs et agropasteurs se sont également constitué un cheptel et ont à présent besoin des mêmes ressources naturelles. Il est probable que l'ensemble des troupeaux dépasse la capacité de charge (UGB) des pâturages et contribue à leur dégradation. De plus, les conflits entre pasteurs de passage et les populations sédentaires sont récurrents.

Ils dépensent leurs revenus majoritairement pour l'achat d'intrants, et en second plan pour l'achat d'autres aliments. Cette catégorie de pasteurs paie la nourriture achetée au marché grâce à la vente de son propre bétail.

En termes de performance du Système Alimentaire et Nutritionnel (SAN), on constate alors qu'environ 50 % des pasteurs peuvent vivre de leur production animale (stratégie des moyens d'existence), s'approvisionner au marché pour



La gestion durable et inclusive des ressources naturelles demande d'abord une clarification des intentions des politiques et lois relatives à la transhumance, ainsi que leur traduction en des actions concrètes permettant d'assurer l'avenir de la transhumance complète ou partielle des troupeaux.

Le coût de revient du bétail s'explique partiellement par l'insécurité qui rend les marchés inaccessibles et accélère le déstockage en vrac à bas prix. En outre, le prix des carburants utilisés pour le transport du bétail a augmenté. Un pourcentage inconnu des pasteurs envisage de continuer une transhumance partielle combiné à la stabulation des animaux : la filière laitière et celle de l'embouche semblent être plus soutenues par les politiques agricoles que la législation pastorale dans les 3 pays. Cette transhumance partielle offre également des possibilités d'exploitation de parcelles agricoles ou maraîchères, et crée de nouveaux emplois. Ces stratégies de diversification ne peuvent réussir que si la privatisation du foncier et des ressources naturelles est maîtrisée. Dans le cas contraire, la transhumance, complète ou partielle, aura tendance à disparaître comme élément clé dans le SAN des pasteurs.

4.4 L'avenir des ménages pastoraux et la transhumance

Outre le rétablissement de la paix dans les zones souffrant des effets des nombreux conflits, plusieurs scénarios d'avenir pour les pasteurs semblent se dessiner sur la base de deux facteurs de fond. Il s'agit de la *gestion durable et inclusive des ressources naturelles* et le *marché*, notamment le coût de revient du bétail.

La figure 10 présente ces 2 facteurs de fond et 4 scénarios possibles quant à l'avenir des pasteurs. Chaque scénario pourra décrire leurs moyens d'existence, les sources d'approvisionnement de la nourriture, le comportement et régime alimentaire, ainsi que les conséquences en termes de revenus pour les 2 catégories distinguées.

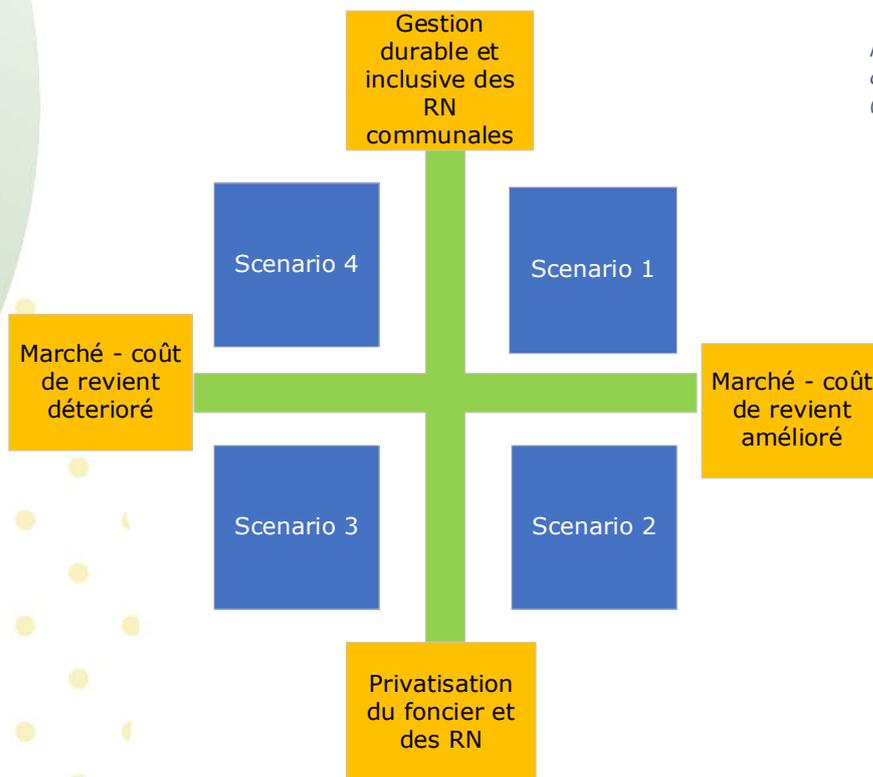


Figure 9: 4 scénarios d'avenir pour les pasteurs (Source : l'auteur)



5 Leviers de changement

A l'heure actuelle, une combinaison de plusieurs leviers à mettre en place améliorerait probablement la performance du SAN pour les 2 catégories de pasteurs :

1. *Restaurer la paix* dans les zones actuellement non accessibles au programme, ce qui est en dehors de sa sphère d'influence. Là où des interventions sont possibles, les relations entre les pasteurs et les populations sédentaires sont à concilier, non seulement au sien des communautés mais aussi avec les services publiques et les représentants communaux de l'état. Un contrat social mettrait fin à la stigmatisation des pasteurs et leur permettrait d'accéder aux aires de pâturage et aux champs agricoles après récolte, en contrepartie du dépôt du fumier. Ces relations mutuellement bénéfiques pourraient également offrir des opportunités de travail rémunéré aux pasteurs non-autosuffisants.
2. Promouvoir ou renforcer *l'approche territoriale concertée et ascendante* pour rétablir les pistes de bétail, les zones de pâturage, les points d'abreuvement, identifier les zones à vocation agricole et maraichère, etc. Une telle approche prend en compte de façon explicite et égalitaire la voix des pasteurs, aux côtés de celles des agropasteurs et des agriculteurs. A cette fin, une restructuration et/ou un renforcement des organisations pastorales s'avère nécessaire, pour qu'elles soient capables de représenter la voix des pasteurs au niveau des instances locales et régionales de gestion du territoire.
L'approche territoriale requiert également l'appui de ces instances locales de gestion du territoire pour qu'elles soient reconnues par les populations, y compris les pasteurs (légitimité). Elle nécessite également le renforcement des administrations locales, pour qu'elles mettent en application les lois et politiques en vigueur par des actions concrètes (légalité).
3. *Aménager* les pistes de bétail, les aires de pâturage et les sources d'eau *en tenant compte de leur capacité de charge* (UGB). Bien que des données précises sur les surfaces à vocation pastorale manquent, y compris le nombre de ruminants dont disposent les agriculteurs, les agropasteurs et les pasteurs, cette capacité de charge est à prendre en considération pour assurer les bonnes pratiques de gestion durable et inclusive des pâturages.
4. Soutenir les pasteurs qui veulent introduire la transhumance partielle par *l'intégration aux filières laitières et d'embouche*. Des initiatives pour structurer et renforcer ces filières existent déjà dans la zone d'intervention du Pro-ARIDES. L'inclusion des pasteurs dans ces filières demande leur accompagnement rapproché par les services vétérinaires et les organisations pastorales, leur accès aux intrants zootechniques (privés ou publics), et l'introduction de races appropriées. Le renforcement de ces services d'appui aux filières lait / viande favorise l'adoption de bonnes pratiques d'élevage intensif (conservation des excédents de fourrage et gestion raisonnée des ressources naturelles). L'accès des pasteurs qui dépendent du travail rémunéré aux métiers liés à ces filières peut améliorer leurs revenus et leur régime alimentaire.
5. Intensifier la sensibilisation aux *bonnes pratiques nutritionnelles*. Les ménages moyens et nantis ont déjà un régime alimentaire relativement diversifié, mais ne sont pourtant pas conscients de la valeur nutritionnelle des divers groupes alimentaires, bien qu'étant financièrement en mesure d'améliorer leur régime. Leurs achats d'aliments au marché constituent une opportunité pour enrichir leur alimentation mais également un risque : il est facile d'acheter des aliments nutritionnellement pauvres.



6 Références

Abdou Hamidine, Chérif Assane Diallo, Erwann Fillol. 2023. Production de Biomasse en 2023, Analyses et Perspectives pour 2024 : Niger. Action Contre la Faim, Bureau Régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre ROWCA

Action Contre la Faim, base de données de la biomasse : [Biomass Yearly Productions and Anomalies over West Africa from 1999 to 2023 : Vector version - Humanitarian Data Exchange \(humdata.org\)](https://humdata.org)

Action Contre la Faim. Réseau Billital Maroobé, Vétérinaires sans Frontière. 2023. Bulletins bimensuels de surveillance pastorale sur le Burkina Faso et le Niger. [SIG Sahel - ACEF](https://sig.sahel-acef.org).

Alhousseini al Moustapha, Chérif Assane Diallo, Erwann Fillol. 2023. Production de Biomasse en 2023, Analyses et Perspectives pour 2024 : Mali. Action Contre la Faim, Bureau Régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre ROWCA

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), base de données "Data Export Tool"

Boureima Adamou et Daouda Boukari. Les pasteurs à la conquête des marchés au Niger, 2023.

Cissé, Modibo Ghaly. 2020. Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel. Africa Center for Strategic Studies.

Ekwanza Kitenge, Patrick. Chérif Assane Diallo Erwann Fillol. 2023. Production de Biomasse en 2023, Analyses et Perspectives pour 2024 : Burkina Faso. Action Contre la Faim, Bureau Régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre ROWCA

HLPE. 2020. Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.

Holt, Julius et Lawrence, Mark. 2017. Atlas sur l'Analyse de l'Economie des Ménages au Sahel. Food Economy Group (FEG Consulting) et Save the Children.

KERGNA Alpha, KONE Bourema, DEMBELE Bandiougou. 2023. Système Alimentaire et Nutrition : Vers une plus grande résilience du système alimentaire au Mali. IER, Mali.

IRAM. 2013. Démarches de ciblage des pasteurs vulnérables dans la gestion des crises alimentaires et pastorales : état des lieux et propositions. Pour RBM. [Ciblage ménages pastoraux vulnérables.pdf \(maroobe.com\)](https://maroobe.com)

Jacquemot Pierre. 2023. Le pastoralisme a-t-il un avenir en Afrique? Dans, Comprendre les enjeux de l'agriculture. Willagri.com. [Le pastoralisme a-t-il un avenir en Afrique? - Willagri - Comprendre les enjeux de l'agriculture](https://willagri.com)

MOSSI Ramatou Hassane et SOUMANA Idrissa. 2023. Système Alimentaire et Nutrition ; Vers une plus grande résilience des système alimentaires et nutritionnels au Niger. LASDEL, INRAN, Niger

NEYA Samuel, SAWADOGO/KABORE Séraphine, TRAORE Arahama, OUEDRAOGO Jean. Rapport sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Zones d'Intervention du Pro-ARIDES. INERA, Burkina Faso

OCDE. Elevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; Note aux décideurs n° 3. [38403248.pdf \(oecd.org\)](https://oecd.org)



Ouédraogo Ousmane. 2020. Évaluation des profils de consommation alimentaire et statut nutritionnel des populations de la Région du Centre-Ouest du Burkina Faso. Alimentation et Nutrition. Université de Ouagadougou (Burkina-Faso). Français.

Pellerin, Mathieu. 2021. Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest; quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts. Réseau Billital Maroobé et partenaires.

Reliefweb. 2022. [Crise alimentaire au Niger : mobiliser urgemment des ressources conséquentes pour sauver des vies - Niger | ReliefWeb](#)

Réseau de la Prévention des Crises Alimentaires, base de données [Visualise – Export - RPCA \(food-security.net\)](#)



7 Annexe 1 - Note sur l'analyse de l'économie de ménages

L'analyse de l'économie des ménages pastoraux est basée sur les résultats présentés dans le rapport HEA des zones de moyens d'existence suivantes

- La zone de Tarkhint qui s'étend de Mopti à Tombouctou au Mali (TAR Mali)
- La zone de M'Bororo de Dakoro de la région du Maradi au Niger (DBP Niger)
- La zone de Gouré dans la région de Zinder au Niger (GPA Niger)
- La zone de Tassara dans la région de Tahoua au Niger (TAS Niger)

Par manque de données sur les communautés de pasteurs, ces 4 zones ont été sélectionnées comme étant les plus proches de la zone d'intervention du Pro-ARIDES.

Les données collectées pour l'AEM sont relativement anciennes, raison pour laquelle nous avons préféré ne pas présenter les données en termes de pourcentages tels que présentés dans le rapport de l'AEM, mais en termes de valeur ordinale.



Sources d'approvisionnement pour faire face aux besoins énergétiques (2100 kilocalories par personne par jour)

Ménages	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Selon ordre d'importance : 1 = la source la plus importante ; 5 = la source la moins importante						En pourcentages de la couverture des besoins alimentaires énergétiques			
Achats *						Achats **			
TAR Mali	1	1	1	1		58	64	70	72
DBP Niger	1	1	1	1		72	83	78	61
GPA Niger	1	1	1	1		90	88	85	79
TAS Niger	1	1	1	1		90	88	85	79
Propre production animale (viande et lait) *						Propre production animale (viande et lait) **			
TAR Mali	5	4	2	2		2	8	14	18
DBP Niger	3	3	2	2		6	6	19	35
GPA Niger	4	3	2	2		3	11	10	13
TAS Niger	3	2	2	2		3	7	12	18
Produits de cueillette *						Produits de cueillette **			
TAR Mali	3	3	4	4		13	10	7	4
DBP Niger	0	0	0	0		0	0	0	0
GPA Niger	0	0	0	0		0	0	0	0
TAS Niger	0	0	0	0		0	0	0	0
Travail local et migrant contre paiement en nature *						Travail local et migrant contre paiement en nature **			
TAR Mali	4	5	6	0		10	7	1	0
DBP Niger	4	4	3	4		5	4	2	1
GPA Niger	3	4	0	0		6	3	0	0
TAS Niger	2	3	3	4		5	3	2	3
Dons. aide alimentaire *						Dons. aide alimentaire **			
TAR Mali	2	2	3	3		17	11	8	6
DBP Niger	2	2	3	3		16	7	2	3
GPA Niger	2	2	3	3		18	12	7	7
TAS Niger	3	4	0	0		3	2	0	0
Propre production végétale *						Propre production végétale **			
TAR Mali	0	6	5	5		0	3	3	3
DBP Niger	0	0	0	0		0	0	0	0
GPA Niger	0	0	0	0		0	0	0	0
TAS Niger	0	0	0	0		0	0	0	0

Source : AEM. 2017



Sources d'argent liquide

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Selon ordre d'importance : 1 = la source la plus importante ; 5 = la source la moins importante					En pourcentages				
Production propre - vente du bétail *					Production propre - vente du bétail **				
TAR Mali	4	3	1	1	12	21	66	80	
DBP Niger	2	1	1	1	31	60	84	95	
GPA Niger	3	1	1	1	21	39	70	85	
TAS Niger	2	2	1	1	20	28	63	62	
Production propre - vente de produits laitiers					Production propre - vente de produits laitiers				
TAR Mali	0	0	5	4	0	0	1	3	
DBP Niger	0	0	0	2	0	0	0	2	
GPA Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	
TAS Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	
Travail rémunéré (local et migrant) *					Travail rémunéré (local et migrant **				
TAR Mali	2	1	0	0	24	27	0	0	
DBP Niger	1	2	2	2	40	30	7	2	
GPA Niger	1	2	0	0	39	37	0	0	
TAS Niger	1	1	4	4	56	30	7	6	
Travail indépendant (coupe de bois et vente de produits de cueillette) *					Travail indépendant comme coupe de bois et vente de produits de cueillette **				
TAR Mali	2	5	4	5	24	14	2	1	
DBP Niger	4	3	0	0	12	6	0	0	
GPA Niger	2	3	3	0	33	18	15	0	
TAS Niger	3	4	5	0	18	14	4	0	
Petit commerce *					Petit commerce **				
TAR Mali	5	4	2	2	7	16	21	10	
DBP Niger	0	0	2	2	0	0	7	2	
GPA Niger	0	0	0	3	0	0	0	7	
TAS Niger	5	5	3	2	2	7	10	17	
Autres sources de revenus *					Autres sources de revenus **				
TAR Mali	1	2	3	3	34	22	9	6	
DBP Niger	3	4	4	0	16	5	2	0	
GPA Niger	4	4	2	2	7	7	16	7	
TAS Niger	4	3	2	3	4	20	16	15	
Revenus approximatifs annuels en USD									
TAR Mali	875	1467	4000	7246					
DBP Niger	875	1067	3143	5797					
GPA Niger	750	1067	2714	5652					
TAS Niger	938	1867	3143	6667					

Source : Holt et Lawrence, 2017



Utilisation des revenus

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Selon ordre d'importance : 1 = la source la plus importante ; 5 = la source la moins importante						En pourcentages			
Achat aliments de base						Achat aliments de base			
TAR Mali	1	1	1	2		36	36	22	18
DBP Niger	1	1	2	2		32	31	20	14
GPA Niger	1	1	1	3		48	41	21	12
TAS Niger	1	1	1	2		51	35	26	18
Achat autres aliments						Achat autres aliments			
TAR Mali	2	2	2	2		21	21	20	18
DBP Niger	2	2	3	4		21	18	15	12
GPA Niger	2	2	1	2		23	25	21	15
TAS Niger	2	3	2	3		18	14	18	14
Achat ustensiles de ménage						Achat ustensiles de ménage			
TAR Mali	2	3	3	4		21	15	15	11
DBP Niger	2	3	3	3		17	15	15	13
GPA Niger	3	3	3	4		17	15	19	11
TAS Niger	3	2	3	4		14	19	17	11
Achat intrants						Achat intrants			
TAR Mali	4	4	3	1		2	3	15	30
DBP Niger	4	4	1	1		7	12	22	30
GPA Niger	4	4	4	1		2	3	18	27
TAS Niger	4	4	4	1		4	7	15	25



8 Annexe 2 - L'insécurité alimentaire selon le Cadre Harmonisé

Le Cadre Harmonisé collecte des informations sur quatre principaux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité)⁶. Il définit 5 phases d'insécurité alimentaire aiguë; à savoir :

- **Phase 1 : aucune/minimale** - Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture ou à des revenus
- **Phase 2 : sous pression** - Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation au stress
- **Phase 3 : crise** - les ménages subissent des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition élevée ou supérieure aux niveaux habituels. Alternativement, ils parviennent tout juste à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels, mais seulement en se répartissant de leurs moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.
- **Phase 4 : urgence** - les ménages ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë et une surmortalité. Ils peuvent être en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires, mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.
- **Phase 5 : catastrophe/famine** - Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux élevés d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë /critique sont atteints (pour une classification en phase famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques).

⁶ <https://www.food-security.net/en/visualise/>



Pro-ARIDES

Auteur :

Dieuwke KLAVER (WUR, Pays-Bas)

Contributeurs :

Samuel NEYA (INERA, Burkina Faso)

Arahama TRAORE (INERA, Burkina Faso)

Jean OUEDRAOGO (INERA, Burkina Faso)

Séraphine SAWADOGO/KABORE (INERA, Burkina Faso)

Idrissa SOUMANA (INRAN, Niger)

Ramatou HASSANE (LASDEL, Niger)

Alpha KERGNA (IER, Mali)

Bourema KONE (IER, Mali)

Bandiougou DEMBELE (NEF, Mali)

Arouna DISSA (IER, Mali)

Bertus WENNINK (KIT, Pays-Bas)

Pascal DEBONS (WUR, Pays-Bas)



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK
Danida



WAGENINGEN
UNIVERSITY & RESEARCH



KIT Royal
Tropical
Institute